

Malgré les affaires, Netanyahu résiste

PAR CHLOÉ DEMOULIN
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 9 MARS 2018



Benjamin Netanyahu devant l'Aipac, le lobby pro-israélien aux États-Unis, mardi 6 mars à Washington. © Reuters

Persuadé de pouvoir prolonger son règne, le premier ministre israélien joue la montre en comptant sur le soutien de ses fidèles électeurs. Mais en coulisses, ses adversaires comme ses alliés se préparent à entrer dans la bataille pour le remplacer.

Jérusalem, de notre correspondante.- Pour beaucoup de commentateurs, les jours de Netanyahu à la tête de l'État d'Israël sont comptés. Accusé de corruption, le premier ministre a été interrogé pour la huitième fois, vendredi 2 mars, par la police israélienne. Cette dernière a recommandé **son inculpation dans deux affaires distinctes** pour avoir reçu des cadeaux « illicites » de la part de milliardaires et avoir tenté de monnayer une couverture favorable de sa personne dans les colonnes du journal d'opposition *Yediot Aharonoth*.

Dans une troisième affaire, Benjamin Netanyahu est également soupçonné d'avoir offert des avantages financiers à l'actionnaire majoritaire de la compagnie de télécommunication israélienne Bezeq. Facteur aggravant pour le premier ministre : **trois de ses proches conseillers ont accepté de témoigner contre lui.**

Pourtant, le chef de l'État hébreu reste droit dans ses bottes. « *Je suis sûr qu'il ne se passera rien* », a-t-il réaffirmé le 2 mars dans une vidéo Facebook. Le premier ministre est persuadé de pouvoir sortir indemne des accusations dont il fait l'objet.

Il faut dire que certaines circonstances jouent en sa faveur. D'abord, le temps judiciaire. Aujourd'hui entre les mains du conseiller juridique du gouvernement, les recommandations de la police pourraient mettre plusieurs mois avant d'atterrir officiellement sur le bureau du procureur général, qui lui aussi devrait prendre des mois avant de conclure si oui ou non Benjamin Netanyahu doit être inculpé. « *Il est évident qu'un tel dossier ne sera pas bouclé en deux mois. La police a pris plus d'un an pour entendre plus de 100 témoins. En plus, il y a deux affaires, deux dossiers pieuvres. Ils peuvent demander à la police de réentendre des témoins ou de revoir certaines preuves. C'est complexe comme processus* », souligne Emmanuel Charbit, avocat au barreau israélien, qui précise qu'aucune limitation de temps n'est prévue par la loi.

Contrairement à ce que suggèrent de nombreux éditorialistes israéliens, l'avocat est donc loin d'être convaincu que le premier ministre sera effectivement mis en examen : « *Beaucoup de juristes estiment qu'en bout de course, il est possible qu'il n'y ait pas de poursuites. Ce n'est pas parce que la police l'a recommandé que le procureur va l'inculper. Cela est déjà arrivé à Netanyahu dans le passé. Plus la procédure s'éternisera, plus le premier ministre aura des chances d'échapper à une inculpation. Le soufflé médiatique va retomber. Les enquêtes vont se calmer aussi.* »



Benjamin Netanyahu devant l'Aipac, le lobby pro-israélien aux États-Unis, mardi 6 mars à Washington. © Reuters

Autre raison d'espérer pour Netanyahu : en dépit des affaires, il conserve une base d'irréductibles supporteurs au sein de la société israélienne. Le premier ministre « *a un soutien énorme. Je ne vois pas encore les Israéliens le renvoyer chez lui. Il y a donc une chance qu'il survive à ces affaires* », juge

Tal Schneider, correspondante politique du journal financier israélien *Globes*. Pour beaucoup d'Israéliens, les faits reprochés au chef du gouvernement ne sont pas « *si graves que ça* », explique-t-elle : « *Ils ne voient pas l'abus de confiance comme quelque chose de rédhibitoire. Ils se disent que tous les politiques font la même chose. Ce n'est pas une raison suffisante pour eux pour le laisser tomber.* »

Éditorialiste et directeur du think tank israélien Institute for Zionist Strategies, Yoaz Hendel va même plus loin. Selon lui, « *l'opinion israélienne dans sa grande majorité ne comprend pas bien de quoi on parle et ne fait pas la différence entre les différentes affaires* ». La tempête médiatique n'aurait donc qu'un impact limité sur l'image de Benjamin Netanyahu.

Aux yeux d'un grand nombre d'Israéliens, le manque de probité du premier ministre passe après son bilan en termes d'économie ou de sécurité. « *Malgré tout le respect qu'ils ont pour les investigations de la police, de nombreux électeurs regardent autour d'eux et estiment qu'Israël n'a jamais été dans des conditions économiques aussi bonnes. Le chômage est tombé à 3,7 %, le taux le plus bas depuis les années 1970* », note Yoaz Hendel. En réalité, Israël est régulièrement **épinglé par l'OCDE pour ses inégalités** et par exemple pour la cherté de ses loyers. « *Des problèmes de pays riches* », rétorque l'analyste, qui rappelle que la croisade des partis de gauche sur ces thèmes ne leur a pas permis de conquérir les Israéliens dans les urnes aux dernières élections.

L'argument sécuritaire reste également un atout majeur pour Netanyahu. « *Les gens s'accrochent au dirigeant politique avec lequel ils se sentent le plus en sécurité. Ces dernières années ont sans doute été les plus sûres pour les Israéliens. C'est difficile de contester cela* », admet Tal Schneider. Le premier ministre est passé maître dans l'art de jouer sur ce registre. Deux jours seulement après son interrogatoire par la police, il s'est envolé pour les États-Unis où il a **rencontré le président Donald Trump**. De quoi lui offrir un peu de répit et surtout une nouvelle occasion de se présenter en meilleur garant de la sécurité d'Israël, notamment dans le dossier iranien.

Depuis que la police a rendu ses recommandations, les spéculations vont toutefois bon train sur l'organisation d'élections anticipées. Dans ce cas, les investigations lancées contre le premier ministre ne seraient cependant pas suspendues. Et s'il était finalement inculpé pour corruption et abus de confiance, Netanyahu risquerait « *entre 7 et 10 ans de prison* ». « *Cela dépend s'il est reconnu corrupteur ou corrompu* », explique l'avocat Emmanuel Charbit. À cela s'ajouteraient également de lourdes sanctions financières.

En coulisses, les adversaires de Netanyahu comme ses alliés se préparent donc à entrer dans la bataille pour tenter de le remplacer. Le scénario d'élections rapprochées est conforté ces derniers jours par l'irruption d'une crise au sein de la coalition gouvernementale. D'un côté, les alliés religieux de Benjamin Netanyahu, le ministre de l'intérieur et chef du parti orthodoxe séfearade Shass, Aryeh Deri, ainsi que le vice-ministre de la santé et chef du parti orthodoxe ashkénaze Judaïsme unifié de la Torah, Yaakov Litzman. Tous deux sont de fervents opposants à une loi obligeant les religieux à faire leur service militaire. Ils souhaitent que la coalition soutienne un amendement élaboré par leurs soins pour exempter les étudiants des écoles talmudiques. Si tel n'était pas le cas, ils menacent de ne pas voter le budget 2019, le 15 mars prochain.

Dans l'opposition, tous les espoirs sont permis

De l'autre côté, le ministre de la défense et chef du parti ultranationaliste Israël notre maison, Avigdor Liberman, ainsi que le ministre de l'économie et chef du parti centriste Kulanu, Moshe Kahlon. Tous deux attachés au projet de loi, ils menacent de partir du gouvernement si le premier ministre cédait à ses alliés religieux ou repoussait le vote du budget.

Pas sûr, toutefois, que cette crise mène à l'explosion de la coalition. « *Cette loi militaire est bien sûr un problème. Mais ils vont trouver une solution pour arrondir les angles. Ils nommeront un comité pour faire plaisir à tout le monde* », prédit Tal Schneider. « *Cette controverse autour de l'armée*

pour les religieux n'a rien de nouveau », balaie également Yoaz Hendel. Pour ce dernier, cette crise participe cependant du « mouvement » qui s'est enclenché depuis les recommandations de la police contre Netanyahu. « Les différents membres de la coalition sont entrés en campagne, ils réclament des gages pour leurs électeurs », analyse-t-il.

Chacun se place ainsi dans la perspective des prochaines élections, sans avoir vraiment intérêt à les provoquer tout de suite. « Les membres de la coalition veulent rester au gouvernement pour conserver leur pouvoir », insiste Yoaz Hendel. D'après des confidences relayées par *Haaretz*, le premier ministre redoute qu'Avigdor Liberman quitte la coalition pour satisfaire son électorat russe peu religieux. Mais « personne ne croit sincèrement que Liberman sera celui qui provoquera la chute du gouvernement. Le ministère de la défense est trop précieux pour lui, cette position lui est bénéfique à bien des niveaux. Je pense donc qu'il va s'y accrocher », tranche Tal Schneider. Même scepticisme concernant les velléités de départ de Moshe Kahlon : « C'est quelqu'un de très modéré, je ne crois pas que ce soit son style de vouloir faire exploser la coalition. »

À la droite de Benjamin Netanyahu, le ministre de l'éducation et chef du parti pro-colonies Le Foyer juif, Naftali Bennett, ne semble pas non plus vouloir accélérer le calendrier électoral. Qualifiant la controverse autour de la loi militaire de « fausse crise », il a affirmé cette semaine qu'elle pouvait être résolue facilement. Également membre du Foyer juif, la ministre de la justice, Ayelet Shaked, a de son côté mis en garde contre un échec électoral : « Personne ne peut promettre que la gauche n'arrivera pas au pouvoir. » À l'inverse, le journaliste d'*Haaretz* Yossi Verter suggère qu'une élection anticipée, se transformant en référendum « pour ou contre Netanyahu », affaiblirait Le Foyer juif en cas de nouvelle victoire du premier ministre.

De fait, un sondage publié dimanche 4 mars par la chaîne Arutz10 donne Benjamin Netanyahu favori. Contre toute attente, son parti, le Likoud,

a grimpé dans les intentions de vote depuis les recommandations de la police, pour atteindre 29 %, loin devant le centriste Yaïr Lapid, crédité de 24 % et l'Union sioniste, alliance de centre-gauche entre le parti travailliste et celui de l'ancienne ministre des affaires étrangères, Tzipi Livni (12 %). « Les supporteurs du Likoud ont un sentiment d'attachement quasi tribal à leur parti. Ils sont dévoués à leur leader », explique Yoaz Hendel. Plus le premier ministre sera attaqué, plus son camp pourrait donc faire bloc derrière lui.

Cela étant dit, les sondages, particulièrement dans le système israélien, sont à prendre avec des pincettes. « Je ne porte pas vraiment de crédit aux sondages. Certains sont commandés par le Likoud lui-même », précise Tal Schneider. « Aux dernières élections, les sondages et les commentateurs étaient persuadés que le Likoud ferait 20 sièges et ils sont finalement arrivés à 30 », rappelle également Yoaz Hendel.

Dans l'opposition, tous les espoirs sont donc permis. En tête des pronostics, Yaïr Lapid semble le mieux placé pour l'emporter. À 53 ans, cet ancien journaliste est en odeur de sainteté au sein de la classe moyenne israélienne. Il est devenu populaire en osant brocarder le coût de la colonisation et des ultraorthodoxes. Le chef du parti Yesh Atid (« Il y a un futur ») croit par ailleurs à une résolution régionale du conflit israélo-palestinien qui passerait par une négociation avec la Ligue des pays arabes. **Il se propose de « traiter les problèmes »** là où Benjamin Netanyahu tente en permanence de « les éviter ».

« Beaucoup d'électeurs pourraient "voter utile" pour Lapid, pas parce qu'ils croient en lui mais parce que c'est le seul joueur sur le terrain », souligne Yossi Verter. S'il parvenait à se hisser au-dessus du Likoud dans les urnes, Yaïr Lapid aurait néanmoins un obstacle supplémentaire à surmonter : la formation d'une coalition. Selon Yoaz Hendel, le centriste est assez « déterminé » pour y parvenir. « Il ne faut pas croire qu'il sera incapable de construire une coalition avec les partis de droite comme le Foyer juif de Bennett. On sait que les ultraorthodoxes le détestent mais au bout du compte, il fera tout son possible »

*pour négocier avec eux. Il est peu probable qu'il fasse la même erreur que Tzipi Livni par le passé. » En 2008, l'ancienne ministre des affaires étrangères, alors à la tête du parti Kadima, **avait renoncé** à former une coalition.*

À gauche, les candidats auront plus de mal à s'imposer. Six mois après avoir pris par surprise la tête du parti travailliste, Avi Gabbay peut se targuer d'avoir fait parler de lui. Entré en politique en 2013 après avoir fait fortune à la tête de Bezeq, cet ancien homme d'affaires est présenté comme le Macron israélien. Mais en critiquant notamment **les députés arabes-israéliens** ou en affirmant que **la gauche a « oublié (comment) être juive »**, il s'est mis de larges pans de son parti à dos. **Une stratégie** qui, espère-t-il, lui permettra de glaner des votes chez les conservateurs de droite et les centristes. À en croire les sondages, le pari semble cependant loin d'être réussi. D'autant que le parti de gauche Meretz, habitué aux tréfonds des sondages, pourrait prochainement sortir de son apathie avec **la nomination d'une nouvelle dirigeante à sa tête**. *« Les électeurs de centre-gauche qui en ont marre des travaillistes mais qui leur restent fidèles parce*

que Lapid souffle trop fort [à droite] [...] pourraient considérer le Meretz comme une option acceptable », prédit Yossi Verter.

En attendant, Netanyahu semble pouvoir rester le maître des horloges. Face à la frilosité de ses alliés, il y a fort à parier que le premier ministre finira par provoquer lui-même des élections anticipées, mais au moment qu'il aura choisi et qui servira le mieux ses intérêts. De nombreux commentateurs misent sur le mois de juin. Juste après les célébrations des 70 ans d'Israël et l'inauguration de l'ambassade américaine à Jérusalem, prévue en mai.

« Si Donald Trump venait en visite officielle à cette occasion, cela pourrait pousser beaucoup d'Israéliens à donner leur vote pour récompenser cet immense accomplissement. Si Netanyahu parvient à contenter les électeurs de cette manière, Lapid, comme Gabbay, auront du mal à rivaliser », prévient Tal Schneider. Interrogé à ce sujet lundi 5 mars à Washington, en présence de Benjamin Netanyahu, le président américain n'a pas exclu de participer à l'événement. « Si je le peux, j'irai », a-t-il promis.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.